

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de mars 2000

Déficit budgétaire de 31 millions de dollars en mars 2000

Un déficit budgétaire de 31 millions de dollars a été enregistré en mars 2000, ce qui représente un redressement de 501 millions de dollars par rapport à mars 1999. Les recettes budgétaires étaient en hausse de 977 millions, soit 7,2 %, et les dépenses de programmes ont grimpé de 470 millions de dollars, soit 4,4 %. Les frais de la dette n'ont à peu près pas varié (en hausse de 6 millions de dollars ou 0,2 %), comparativement aux niveaux de l'année dernière.

Données cumulées de l'exercice : excédent budgétaire de 14,9 milliards de dollars

L'excédent budgétaire d'avril 1999 à mars 2000 est évalué à 14,9 milliards de dollars, en hausse de 5,4 milliards par rapport à celui de 9,5 milliards de dollars enregistré pendant la même période en 1998-1999. Les recettes budgétaires ont augmenté de 8,5 milliards de dollars, ou 5,5 %, les dépenses de programmes ont grimpé de 3,3 milliards de dollars, soit 3,1 %, et les frais de la dette publique ont diminué de 90 millions de dollars, ou 0,2 %.

Résultats financiers finals rendus publics à l'automne

Les résultats financiers pour la période d'avril 1999 à mars 2000 ne sont pas les résultats finals pour l'exercice. Il reste encore à effectuer les écritures de régularisation de fin d'exercice.

Conformément aux principes comptables du gouvernement, ces régularisations incorporent les augmentations des dépenses de

programmes afin d'inclure le coût des passifs engagés pendant l'exercice et au titre desquels aucun paiement n'a été effectué en 1999-2000. Par exemple, le supplément ponctuel en espèces de 2,5 milliards de dollars du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux annoncé dans le budget de 2000 sera comptabilisé dans la période de comptabilité de fin d'exercice, après l'adoption des dispositions législatives habilitantes. En outre, des écritures sont effectuées afin d'inclure les passifs engagés par les ministères pour des biens et des services reçus à la fin de 1999-2000, mais au titre desquels les paiements ont été effectués en avril et en mai 2000.

Ces écritures, jumelées à l'inclusion de 3 milliards de dollars dans la réserve pour éventualités, sont à la base de l'estimation de budget équilibré pour 1999-2000 contenue dans le budget 2000. Cependant, les résultats obtenus jusqu'à maintenant indiquent que les résultats finals seront meilleurs que prévu. La croissance économique en 1999 et au premier trimestre de l'an 2000 a été plus forte que ne l'avaient prévu les économistes du secteur privé au moment où ont été établies les prévisions budgétaires, ce qui a donné lieu à des recettes d'impôt sur le revenu des sociétés et d'impôt sur le revenu des particuliers plus élevées qu'on ne l'avait anticipé. Les dépenses demeurent en gros conformes aux prévisions. L'excédent éventuel en 1999-2000 servira à rembourser la dette fédérale.

Les résultats financiers finals vérifiés pour l'exercice 1999-2000 seront rendus publics à l'automne.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	mars		d'avril à mars	
	1999	2000	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	13 608	14 585	155 870	164 411
Dépenses de programmes	-10 729	-11 199	-104 967	-108 221
Solde de fonctionnement	2 879	3 386	50 903	56 190
Frais de la dette publique	-3 411	-3 417	-41,363	-41 273
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-532	-31	9 540	14 917
Opérations non budgétaires	1 771	3 677	1 210	1 210
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 239	3 646	10 750	16 127
Opérations de change	-5 846	-1 661	-4 478	-9 244
Solde financier net	-4 607	1 985	6 272	6 883
Variation nette des emprunts	6 853	-128	-7 368	-3 178
Variation nette de l'encaisse	2 246	1 857	-1 096	3 705
Encaisse à la fin de la période			9 285	13 011

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Données cumulées de l'exercice : recettes budgétaires en hausse de 8,5 milliards de dollars

D'avril 1999 à mars 2000, les recettes budgétaires ont progressé de 8,5 milliards de dollars (5,5 %) par rapport à 1998-1999.

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 4 milliards de dollars (5,5 %), surtout en raison des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, ce qui tient au fait qu'un plus grand nombre de personnes détenaient un emploi. Ces changements ont toutefois été atténués par des remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers plus élevés pour les années d'imposition 1998 et 1999 et par l'augmentation des paiements dans le cadre de la Prestation fiscale canadienne pour enfants. La hausse marquée des recettes d'impôt sur le revenu des particuliers en mars 2000 par rapport à mars 1999 est attribuable d'abord à la

réaffectation de recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers à l'impôt sur le revenu des sociétés en mars 1999. Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont été surestimées en février 1999 et ont été corrigées en mars 1999.

- Les recettes d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 2,6 milliards de dollars, ou 12,3 %, ce qui représente la moitié de la croissance estimative des bénéfices des sociétés pour 1999. La baisse de recettes en mars 2000 par rapport à mars 1999 tient à la réaffectation mentionnée précédemment. Les recettes d'impôt sur le revenu des sociétés ont été sous-estimées en février 1999 et ont reçu une correction à la hausse en mars 1999.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,9 milliard de dollars (4,6 %), la baisse des taux de cotisation, qui sont passées de 2,70 \$ (taux de cotisation des employés par tranche de 100 \$ de gains

Tableau 2

Recettes budgétaires

	mars			d'avril à mars		
	1999	2000	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars) (%)			(en millions de dollars) (%)		
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	4 089	5 091	24,5	73 560	77 603	5,5
Impôt sur le revenu des sociétés	2 577	2 109	-18,2	20 700	23 251	12,3
Autres revenus d'imposition	452	450	-0,4	2 892	3 472	20,1
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 118	7 650	7,5	97 152	104 326	7,4
Cotisations d'assurance-emploi	1 808	1 735	-4,0	19 388	18 504	-4,6
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 407	1 527	8,5	20 929	22 975	9,8
Droits de douane à l'importation	149	177	18,8	2 369	2 212	-6,6
Taxes de vente et d'accise	674	704	4,5	8 449	8 168	-3,3
Total des taxes et droits d'accise	2 230	2 408	8,0	31 747	33 355	5,1
Total des recettes fiscales	11 156	11 793	5,7	148 287	156 185	5,3
Recettes non fiscales	2 452	2 792	13,9	7 583	8 226	8,5
Total des recettes budgétaires	13 608	14 585	7,2	155 870	164 411	5,5

assurables) en 1998 à 2,55 \$ en 1999 et à 2,40 \$ en l'an 2000, ayant plus que compensé l'incidence de la hausse du nombre de personnes ayant un emploi et, en conséquence, payant des cotisations.

- Les recettes au titre des droits et taxes d'accise ont augmenté de 1,6 milliard de dollars, soit 5,1 %, cette hausse étant attribuable en totalité à l'augmentation de 2 milliards de dollars (9,8 %) des recettes de la taxe sur les produits et services (TPS), ce qui s'explique par des gains marqués au chapitre des dépenses assujetties à la TPS. Les recettes au titre des droits de douane à l'importation ont baissé de 6,6 %, tandis que les recettes provenant des droits et taxes d'accise et des taxes de vente ont diminué de 3,3 %, surtout en raison de l'élimination de la taxe de transport aérien, en novembre 1998.
- Les recettes non fiscales, qui comprennent le rendement des investissements et les autres

recettes non fiscales comme les droits et les produits d'opérations de vente, ont augmenté de 8,5 %.

Données cumulées de l'exercice : dépenses de programmes en hausse de 3,3 milliards de dollars

Les dépenses de programmes ont augmenté de 3,3 milliards de dollars (3,1 %) d'avril 1999 à mars 2000 par rapport à la même période en 1998-1999.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (0,5 %), car la hausse des prestations aux personnes âgées a plus que compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi. L'accroissement des prestations aux personnes âgées découle de l'augmentation du nombre de particuliers ayant droit à ces prestations de même que de la hausse des prestations moyennes, qui sont indexées en fonction de l'inflation. Pour sa part, la baisse

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	mars			d'avril à mars		
	1999	2000	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars) (%)			(en millions de dollars) (%)		
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 937	2 000	3,3	22 765	23 355	2,6
Prestations d'assurance-emploi	1 323	1 015	-23,3	11 772	11 340	-3,7
Total	3 260	3 015	-7,5	34 537	34 695	0,5
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	0,0	12 500	12 500	0,0
Transferts fiscaux	790	692	-12,4	11 231	10 687	-4,8
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-93	-188	102,2	-2 147	-2 251	4,8
Total	1 739	1 546	-11,1	21 584	20 936	-3,0
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	82	135	64,6	649	950	46,4
Affaires étrangères	230	327	42,2	1 635	1 901	16,3
Santé	93	118	26,9	955	1 050	9,9
Développement des ressources humaines	179	229	27,9	2 008	1 579	-21,4
Affaires indiennes et du Nord	340	217	-36,2	3 689	3 705	0,4
Industrie et développement régional	272	264	-2,9	1 664	1 572	-5,5
Anciens combattants	117	121	3,4	1 372	1 397	1,8
Autres	1 058	1 501	41,9	3 144	4 062	29,2
Total	2 371	2 912	22,8	15 116	16 216	7,3
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	27	66	144,4	896	871	-2,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	175	150	-14,3	1,800	1 795	-0,3
Autres	100	54	-46,0	1,043	985	-5,6
Total	302	270	-10,6	3 739	3 651	-2,4
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	972	1 127	15,9	9 508	10 775	13,3
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 085	2 329	11,7	20 483	21 948	7,2
Total	3 057	3 456	13,1	29 991	32 723	9,1
Total des dépenses directes de programmes	5 730	6 638	15,8	48 846	52 590	7,7
Total des dépenses de programmes	10 729	11 199	4,4	104 967	108 221	3,1
Frais de la dette publique	3 411	3 417	0,2	41 363	41 273	-0,2
Total des dépenses budgétaires	14 140	14 616	3,4	146 330	149 494	2,2
Poste pour mémoire :						
total des transferts	7 370	7 473	1,4	71 237	71 847	0,9

des prestations d'assurance-emploi est attribuable à la diminution du nombre de chômeurs. À l'opposé, les prestations et paiements spéciaux versés dans le cadre du régime d'assurance-emploi au titre des mesures de soutien ont augmenté.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont diminué de 0,6 milliard de dollars (3,0 %), sous l'effet des rajustements d'années antérieures en 1998-1999 touchant les transferts fiscaux, en particulier la péréquation. Ainsi que cela était indiqué dans le budget de 1999, les droits à péréquation ont été majorés nettement pour les années antérieures à 1999 par suite de la révision des données historiques, faisant état d'une croissance économique beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces recevant des paiements de péréquation. Un rajustement de 1,7 milliard de dollars a été apporté aux résultats de février 1999, mais on ne prévoit pas de rajustement de cet ordre cette année.
- Les dépenses de programmes directes, soit les dépenses de programmes totales moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 3,7 milliards de dollars, ou 7,7 %. Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Au nombre des facteurs qui influent sur l'évolution de cette composante, mentionnons le dégel des salaires, les conséquences des nouvelles initiatives annoncées dans les budgets de 1999 et de 2000, et les coûts rattachés aux engagements du Canada pour le maintien de la paix internationale.

Données cumulées de l'exercice : diminution de 90 millions de dollars des frais de la dette publique

Les frais de la dette publique ont baissé de 0,2 % par rapport aux niveaux précédents de l'exercice, la baisse du taux d'intérêt effectif moyen ayant plus que compensé les effets de la hausse de l'encours de la dette portant intérêt.

Excédent financier de 16,1 milliards de dollars (opérations de change exclues) en 1999-2000

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, dans laquelle les passifs du gouvernement sont constatés au moment où ils sont engagés, peu importe le moment où s'effectue le paiement au comptant. De plus, le solde budgétaire inclut uniquement les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins ou l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements. Ils diffèrent du solde budgétaire en ce qu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux investissements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des actifs et des passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à une ressource nette de 1,2 milliard de dollars d'avril 1999 à mars 2000, comme ce fut le cas au cours de la même période en 1998-1999. Aussi, un excédent financier de 16,1 milliards de dollars (opérations de change exclues) a-t-il été dégagé pour la période d'avril 1999 à mars 2000, en hausse de 5,4 milliards de dollars par rapport à 1998-1999.

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	mars		d'avril à mars	
	1999	2000	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-532	-31	9 540	14 917
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	302	12	1 613	540
Autres	-146	62	-403	147
Total	156	74	1 210	687
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-7	893	1 233	835
Comptes de pension de retraite	243	547	3 885	5 078
Autres	34	74	35	26
Total	270	1 514	5 153	5 939
Autres opérations	1 345	2 089	-5 153	-5 416
Total des opérations non budgétaires	1 771	3 677	1 210	1 210
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 239	3 646	10 750	16 127
Opérations de change	-5 846	-1 661	-4 478	-9 244
Solde financier net	-4 607	1 985	6 272	6 883

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	mars		d'avril à mars	
	1999	2000	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	-4 607	1,985	6 272	6 883
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-7 300	-8 491	972	-2 142
Obligations d'épargne du Canada	-50	-439	-1 875	-1 400
Bons du Trésor	10 950	8 250	-15 350	2 900
Autres	499	-352	607	-636
Total partiel	4 099	-1 032	-15 646	1 278
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	66	-93	-193	-2
Total	4 165	-1 125	-15,453	-1 280
Payables en devises				
Obligations négociables	132	0	7 013	2 488
Billets et prêts	-	0	-	-
Bons du Canada	1 283	997	874	-4 122
Billets du Canada	1 273	0	198	-264
Total	2 688	997	8 085	-1 898
Variation nette des emprunts	6 853	-128	-7 368	-3 178
Variation de l'encaisse	2 246	1 857	-1 096	3 705

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1999	31 mars 2000	variation
	(en millions de dollars)		
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	24 509	22 158	-2 351
Intérêt et dette échue	9 791	8 678	-1 113
Provisions	11 016	11 016	0
Total des crédateurs, des charges à payer et des provisions	45 316	41,852	-3 464
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	122 407	127 485	5 078
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	5 427	6 262	835
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 724	6 749	25
Total des régimes de retraite et autres comptes	134 558	140 496	5 938
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 752	293 618	-2 134
Bons du Trésor	96 950	99 850	2 900
Obligations d'épargne du Canada	27 662	26 252	-1 410
Autres	4 063	3 426	-637
Total partiel	424 427	423 146	-1 281
Payable en devises			
Obligations négociables	24 569	27 057	2 488
Bons du Canada	10 171	6 049	-4 122
Billets du Canada	1 261	997	-264
Total partiel	36 000	34 103	-1,897
Total de la dette non échue	460 427	457 249	-3 178
Total de la dette portant intérêt	594 985	597 745	2 760
Total du passif	640 301	639 597	-704
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 273	20 930	5 657
Comptes d'opérations de change	34 668	43 911	9 243
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 536	12 849	-687
Total de l'actif	63 477	77 690	14 213
Déficit accumulé (dette publique nette)	576 824	561 907	-14 917

Excédent financier net de 6,9 milliards de dollars (y compris les opérations de change) en 1999-2000

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises

(vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens constitue une ressource dégagée par les opérations du Compte du fonds des changes, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin. L'évolution des éléments

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)							
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048	40 733	46 986	50 174
<i>Moins :</i>								
Remboursements	12 134	13 145	14 271	17 112	18 874	19 782	24 633	26 640
Crédit trimestriel aux contribuables à faible revenu	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872	2 892	2 850
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 375	18 079	19 461	20 684
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159	127	123
Produits de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325			
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2	1,2
Produits pour le Compte	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835	18 238	19 588	20 808

Source : *Comptes publics du Canada*

de passif en devises, qui change le niveau des réserves en devises du Canada, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, des besoins nets de 9,2 milliards de dollars ont été enregistrés d'avril 1999 à mars 2000, comparativement à un besoin net de 4,5 milliards de dollars durant la même période en 1998-1999.

Avec un excédent budgétaire de 14,9 milliards de dollars, une ressource nette de 1,2 milliard de dollars découlant des opérations non budgétaires et des besoins nets de 9,2 milliards découlant des opérations de change, un excédent financier net de 6,9 milliards de dollars a été dégagé pour la période allant d'avril 1999 à mars 2000, contre un excédent net de 6,3 milliards de dollars lors de la même période en 1998-1999. Cet excédent a servi à rembourser 3,2 milliards de dollars de la dette contractée sur les marchés et à augmenter l'encaisse de 3,7 milliards de dollars. À la fin de mars 2000, l'encaisse s'élevait à 13,0 milliards de dollars.

Le Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1^{er} avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la TPS – diminuées des crédits de taxes sur les intrants, des remboursements et du crédit pour faibles revenus – de même que le produit net tiré de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette doivent, d'après la loi, être versés directement au Compte. Le solde de ce compte ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette publique et, en dernier lieu, à rembourser celle-ci. Le Compte est vérifié une fois l'an par le vérificateur général du Canada.

